

Publié le 28 avril 2017

Entre Macron et Le Pen ?

*Malheur à toi, pays dont le roi est un gamin,
et dont les princes mangent dès le matin !*

Qo, 10, 16

Quelle catastrophe, quel désastre, quel gâchis, quelle tristesse ! Les mots de la langue française n'arrivent pas à décrire l'amère déception et la colère qui se sont emparées d'une partie de la population – 20 % des électeurs, ce n'est pas rien – à l'annonce des résultats du premier tour des présidentielles. Il est peut-être inutile de revenir sur les causes qui ont entraîné cet événement impensable, sauf pour en tirer une leçon pour l'avenir, pour ce très proche avenir qu'est le second tour du 7 mai et pour cet avenir prochain, les législatives de juin.

Fillon a été laissé seul

La défaite de Fillon n'est pas uniquement la défaite d'un homme. C'est la défaite de ce que l'on appelle la Droite, et plus exactement la défaite du parti Les Républicains. Fillon était considéré comme le candidat de la Droite, et la Droite ne l'a pas soutenu comme elle aurait dû le faire. Ce qui a nui au candidat, c'est le manque de cohésion devant les accusations qui ont ému beaucoup d'électeurs. Une grande partie des électeurs qui auraient voté pour lui ne l'ont pas fait, tout simplement parce que son nom a été associé au mot «escroc» : Fillon c'est un escroc ! Inutile de comprendre son programme, impossible d'en voir la nécessité pour le bien du pays, vain d'affirmer que son projet était le seul qui eût pu sortir la France de son marasme économique. Les passions populaires étaient plombées : c'est un escroc. Les fuites des ténors, les doutes des *leaders*, les insistance pour qu'il se démette, cela jusqu'au rassemblement du Trocadéro, et ensuite les retours furtifs, les encouragements du bout des lèvres, comme on dit en anglais «to pay a lips service», ont fait l'effet d'une absence plus que d'une présence. L'homme a été laissé seul – mis à part ses loyaux amis – et, seul, il a malgré tout failli l'emporter : 1,3 % le sépare du score remporté par Marine Le Pen. Il lui a manqué le soutien cohésif de son parti, qui n'a pas osé contredire le verdict populaire : légal, mais immoral !

Gauche en miettes, Droite décapitée

La Gauche est réduite en miettes ; il n'y a plus, à gauche, un seul parti qui ait la consistance d'un parti d'opposition. Il y a des rassemblements de gauche, comme celui de Mélenchon, qui attire une certaine sympathie. Mais la Gauche n'a plus la cohésion suffisante pour être soit un parti gouvernemental, soit un parti d'opposition. La défaite de Benoît Hamon est, sur ce point, une perte importante dans l'équilibre de l'Assemblée nationale. Comme parti d'opposition, comme parti gouvernemental, la Gauche n'existe plus. Et la Droite ? Elle est décapitée ! Les chefs du Bureau

politique essayent bien de rassembler les idées de Fillon pour les traduire en propositions législatives, mais le concepteur étant politiquement mort, les ambitions personnelles pour des maroquins redeviennent fortes. Qui se voit déjà premier ministre de la cohabitation ? Qui cherche à adoucir les nécessités impératives d'une baisse des dépenses dans les secteurs publics, d'une diminution des charges pour stimuler l'investissement de l'entreprise ? Qui actionne la pédale douce sur le départ des fonctionnaires ? Qui pense à l'un des points clés du programme Fillon : l'abaissement de la dette nationale ? Il faudrait à la Droite un profond examen de conscience et un ferme propos de ses propres fautes si elle veut être en mesure d'imposer, à l'Assemblée législative, un programme qu'il appartiendrait naturellement à l'Exécutif d'animer. La Droite se rêve dans le rôle d'une opposition constructive, mais sans chef !

Et maintenant : Macron ou Le Pen ?

Il faut se poser à soi-même la question : pour quoi faut-il voter ? Pour le chaos ou pour l'échec ?

Le programme économique de Macron est ultra-libéral. Il consiste à laisser agir les crédits bancaires, les spéculations boursières et les politiques sur les taux d'intérêt des Banques d'affaires et d'investissement pour qu'un équilibre naturel se rétablisse entre l'offre (la productivité) et la demande (la consommation). Dans ce jeu

naturel du renard libre dans un poulailler libre, afin que ni la classe moyenne ni la classe des économiquement faibles n'en souffre trop, il soutient la consommation par des primes, l'abaissement des taxes et des impôts, la suppression de la taxe d'habitation – ce qui sonne la fin de l'autonomie des administrations communales – la réforme de l'ISF, muée en taxe immobilière, etc. Et la dette nationale dans cet équilibre ? La dette, dont le service atteint en France près de 90 % du PIB ? Macron agit comme si, lui devenant président, son gouvernement pouvait imiter celui des USA, c'est-à-dire transformer la dette nationale en source de richesse par la création des titres et par des emprunts nationaux dont les rendements dépendent des taux d'intérêt qui sont sous la juridiction d'un pays ayant la liberté de battre une monnaie qui sert d'étalon pour le monde entier. Bref, Macron, se croit ou se rêve comme si, dans la mouvance de la Banque centrale européenne, il avait la liberté d'un premier banquier mondial. Quand on vient de Rothschild, le rêve est peut-être permis !

Macron agit comme si, lui devenant président, son gouvernement pouvait imiter celui des USA

Du point de vue social, Emmanuel Macron veut que tout le monde soit content : retraite universelle, assurance-chômage universelle, augmentation des enseignants, remaniement de la carte scolaire, retraite entre 60 et 67 ans, extension de la sécurité sociale, PMA pour toutes les femmes. Tous doivent avoir une large part du gâteau, sauf les autorités locales, les maires, les directeurs d'école, les chefs de l'armée, etc. L'égalité pour tous, en tout et pour tout ! C'est peut-être possible ; il suffit de savoir gérer le Crédit. Après tout, la monnaie, cela se crée. Oui, quand on est président des USA et qu'on a à son service le *Federal Reserve Board*, qui techniquement gère les taux du crédit. Oui, quand on a des valeurs sur lesquelles repose la première économie mondiale. Est-ce le cas de la France ?

Marine n'est pas l'anti-Macron. Elle propose un programme résolument nationaliste qui est, certes, aux antipodes de celui de Macron, mais qui repose avant tout sur l'idéologie de la «nation». L'évolution sémantique du mot «nation» brouille les cartes. Il peut signifier le peuple en tant qu'unité sociale héritée d'une tradition, d'une même langue, de valeurs communes. C'est l'État-Nation¹. Il peut signifier aussi la construction idéaliste d'un concept dialectique, tel que l'entendait Fichte², lequel repose sur un essentialisme politique et devient, par le fait même, un rejet de toute différence. Sans doter Marine Le Pen d'une habileté philosophique dialecticienne qu'elle ne possède pas, il faut réfléchir sur les sources de sa pensée. Et pour cela, il faudrait remonter à Charles Maurras et aux idées politiques de l'époque de l'avant-guerre en 1939, une époque où l'anti-sémitisme fleurait bon, et où les conflits idéologiques l'emportaient sur les conflits économiques. Et encore ! Les idées politiques des Le Pen, père et fille, ne sont pas des idées maurrassiennes. Au contraire, elles sont la spoliation des idées de Maurras. Elles s'appuient sur le concept de «nation» comme on revêt un vêtement de mascarade. Elles sont contre le «peuple». Car le peuple n'est pas une construction idéologique. C'est l'ensemble vivant d'une unité organique qui partage un héritage, une communauté de bien, une tradition législative, une force de travail, une vie sociétale nourrie d'un certain consensus moral et religieux. Cet ensemble vivant est gouverné par un État, sujet de Droit. En ce sens, la France est un peuple beaucoup plus qu'une simple nation. Le peuple, le vrai peuple, n'est pas éjecteur des différences ; il s'en nourrit. Il s'est constitué dans l'histoire de l'apport des alliances, de traités négociés, de concessions voulues, de compromis acceptés, pour le meilleur et pour le pire. Il est né, il a grandi, il a souffert, il a été vainqueur ou vécu, mais il est demeuré debout et vivant. La France est un peuple qui peut s'honorer d'être, en Europe, le premier véritable peuple politique, le premier qui, au cours des siècles, a formé une «πολις». S'il n'a jamais été uniquement une «nation», il y a une raison à cela.

Le concept de «nation» vient du compromis de la Réforme et du droit germanique : il est né du Traité d'Augsbourg (1535) signé par Charles Quint influencé par François I^{er}. Il se résume en quatre mots : «*cujus regio, ejus religio*». Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce n'est pas un traité de paix religieuse, c'est une concession grave au pouvoir des valeurs

personnelles – celles des consciences – qui l'emporte sur le bien politique, sur le bien commun. Il a signé la fin d'une unité politique de l'Europe et même d'une unité politique des peuples. Cela préparait la Révolution française, qui s'est faite au nom de la Nation et qui contenait en germe tous les nationalismes des XIX^e et XX^e siècles. Une Révolution dont la France n'arrive pas à sortir, parce qu'elle n'arrive pas à en expurger ses démons !

Certes, Marine Le Pen ne s'honore pas de partager les idées du Traité d'Augsbourg. Cela ne l'empêche pas d'être inspirée par un nationalisme que son père et elle ont “tribalisé” pour en faire un leitmotiv populacien, qui sert à agiter les passions. Autant de trahison du peuple ! Comme tous

La Révolution française s'est faite au nom de la Nation et contenait en germe tous les nationalismes des XIX^e et XX^e siècles

1 - Cf. Pierre MANENT, *La Raison des Nations*, Gallimard, 2006.

2 - Johann Gottlieb FICHTE, *Discours à la nation allemande* (en allemand : *Reden an die deutsche Nation*), 1808.

les procédés démagogiques, ce processus repose sur une idée simple, ici celle de Marine : l'Europe est la cause des maux de la France ! Supprimons l'Europe, et tout ira mieux !

Ne nous y trompons pas. Malgré l'adoucissement du ton et les séductions des regards, Marine Le Pen ne peut pas renoncer à ce leitmotiv. Il faut rendre la France aux Français, c'est-à-dire sortir de la zone Euro, dénoncer le Traité de Rome, faire une *Frexit* total et ensuite, seulement ensuite, soumettre les nouveaux traités aux Français, par référendum. Marine Le Pen interprétera donc le vote populaire du 7 mai prochain comme un consentement du peuple à la dénonciation du Traité de Rome, et elle se sentira le droit de déclencher le processus de rupture, surtout si la victoire présidentielle nourrit un vote législatif porteur d'un nombre important de députés frontistes.

Peu importe les graves turbulences qu'entraîneront un franc dévalué, une France déchirée par ses propres idéologies combatives, une fuite des capitaux, une Europe détruite. Sans cette opération de rupture, 70 % des mesures qu'elle annonce sont inopérantes : réduction de l'immigration à 10 000 étrangers par année, fermeture des frontières, imposition des droits de douanes pour protéger le travail intérieur, ignorant que cela entraînera une contrepartie coûteuse pour les importations, surtout des ressources énergétiques, dans un État qui devient socialo de gauche : augmentation des impôts, maintien de l'ISF, surtaxe pour les travailleurs détachés, suppression des régions – suppression des administrations intermédiaires – expulsion des personnes fichées S. Ces mesures ont un petit goût de dictature sociale ! Elles soulèvent des instincts populistes qu'une Marine est tout à fait capable d'appliquer, si elle en a le pouvoir, même si elle n'apparaît pas si «méchante» que cela !

Alors, on vote pour qui ?

La situation est grave, et même très grave. Nous sommes en face d'une telle absence du souci du bien commun politique et surtout d'une telle carence de prudence politique, que nous sommes désemparés. Quelle confiance réelle accorder à ce gamin qui n'a aucune expérience de gouvernement, et qui n'a qu'une courte valeur technocratique de banquier ! Faut-il mettre tout l'avenir politique de la France entre les mains de ce jeune séducteur dont le succès est avant tout télégénique ou entre les mains d'une femme qui se croit l'équivalent de Theresa May ou de Lady Thatcher, sans s'apercevoir qu'elle n'a pas sous ses pieds les instruments de Thatcher et qu'on ne sait pas encore si Theresa May réussira son pari d'un Brexit sans douleurs. Londres, cependant, n'est pas Paris, car Londres a une telle assise de valeurs des services financiers qu'elle peut contrebalancer les turbulences du Brexit. Elle n'a pas à sortir de l'euro, puisqu'elle n'y est pas entrée. Elle doit négocier avec rigueur pour garder l'avantage des marchés financiers et économiques en refusant les contraintes. Mais l'Angleterre est-elle un pays politique ou une banque internationale ? De toute façon, elle perd rarement son sang froid. Elle négocie !

Regardons la situation en face : nous n'avons aucune marge de manœuvre. Et cette situation, nous nous y sommes mis nous-mêmes ! Nous avons été manipulés, et nous nous sommes laissé manipuler. Il faudrait que nous en prenions conscience. Nous devons voter en conscience et en exerçant un acte de prudence politique,

Nous devons voter en conscience et en exerçant un acte de prudence politique

lequel signifie que notre vote n'est pas un pis-aller suivi d'un désintéressement. Moins que jamais nous n'avons le droit de nous désintéresser de l'avenir politique de notre pays, moins que jamais nous n'avons le droit de nous laisser aller au découragement, ni au fanatisme, ni aux séductions.

Quelles sont nos possibilités ?

– S'abstenir : dans les circonstances actuelles, c'est un acte grave de lâcheté. Demeurer confortablement chez soi, par dépit ou par désintérêt, est un acte extrêmement grave.

– Voter Macron, voter Le Pen ou voter blanc (une enveloppe vide).

Ce vote que l'on doit poser en toute conscience dépend non seulement de notre estimation de la situation présente, mais de l'avenir politique du pays que nous envisageons de soutenir et vis-à-vis duquel nous nous engageons.

Voter Le Pen signifie que nous avons mesuré le danger politique de l'isolationnisme qu'entraîneront la sortie de l'Europe³ et la spoliation de la responsabilité séculaire de la France dans la construction européenne au profit d'un individualisme bourgeois, qui peut se transformer en dictature. Cela signifie aussi qu'en conséquence, nous voterons aux législatives pour un député frontiste. Il est aussi possible de voter pour une présidentielle frontiste et pour une assemblée de droite ou mixée de gauche, si l'on se sent la force de soutenir les multiples combats entre l'Exécutif et le Législatif, qui ne manqueront pas d'arriver dans une assemblée législative aussi volatile.

Voter Macron signifie que nous sommes conscients que ce gouvernement hollandais renforcé continuera une politique technocratique financière, sans véritable souci du bien commun dans ses aspects économiques, sociétaux, moraux. Cette politique causera un délitement encore plus grave des véritables valeurs du peuple français. Cela le rendra mûr pour tomber dans cinq ans sous la dictature du FN.

Voter blanc signifie que nous avons évalué les possibilités de signification de ce vote pour qu'il ne serve pas de justification passive pour l'une ou l'autre option que nous voulons absolument éviter, et qu'il ne détruit pas le barrage que nous estimons devoir y mettre à une option de dictature.

Cependant, derrière ce vote présidentiel, dont la portée réelle et la signification politique nous échappent, il ne faut pas oublier que le véritable pouvoir politique en démocratie appartient toujours au peuple. Et ce peuple, en juin, sera appelé à former l'Assemblée nationale. C'est là que devra s'exercer, dans les circonstances graves où nous sommes, le véritable pouvoir du peuple. Il y a encore, dans la classe politique française, des hommes et des femmes – de gauche ou de droite – qui sont aptes à gouverner selon le bien commun en

C'est à l'Assemblée nationale que devra s'exercer, dans les circonstances graves où nous sommes, le véritable pouvoir du peuple

3 - Voir Marcel GAUCHET, *Comprendre le malheur français*, Stock, 216, pp.161-199 : une critique sévère de l'Europe contenant, à mon avis, une certaine ignorance des intentions des Pères de l'Europe, surtout de Robert Schumann et une méconnaissance des actes d'Adenauer et de Gasperi. Critique sévère qui laisse cependant un espoir de réforme en montrant le positif d'un bien politique qui devrait l'emporter sur l'unique emprise technocratique.

exerçant une véritable prudence politique. Ce sont ceux-là qu'il faudra envoyer à l'Assemblée, en se fondant non seulement sur la dénomination de leur parti, mais sur leur capacité d'exercer de véritables choix de gouvernement, de l'imposer à l'habitant de l'Élysée, de soutenir et d'orienter ce gouvernement dans ses actes. Situation inédite, mais situation qui nous sortira de nos indigences politiques. Dans ce choix politique, la nomination du premier ministre est un élément clé. Probablement dépourvu d'une majorité soumise à ses désirs, le nouveau président devra recevoir l'assentiment réel de l'Assemblée pour former le gouvernement. La tradition politique de la France ne lui permet pas d'avoir un chef de l'opposition, mais elle lui permet de former des coalitions négociées qui indiquent la prépondérance de ses choix. La Droite se doit de se reconstituer en force politique efficace pour former avec ce qui reste de la Gauche non partisane un équilibre gouvernemental qui nous préserve de retourner aux instabilités des III^e et IV^e Républiques.

Aline Lizotte

Retrouvez cet article sur notre [site](#)